

Avis n°16-181369

Référence de TED :

[2016/S 248-455411](#) - annonce diffusée le 23 décembre 2016

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur

<http://www.boamp.fr/avis/detail/16-181369/officiel>

Département(s) de publication : **91**

Annonce No **16-181369**

[I.II.III.IV.VI.](#)

AVIS DE CONCESSION

Directive 2014/23/UE

Section I : Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I.1) NOM ET ADRESSES

SYND MIXTE OUVERT ESSONNE NUMERIQUE, Hôtel du Département, Boulevard de France, 91012, Evry Cedex, F, Téléphone : (+33) 01 60 91 91 91, Courriel : essonnenumerique@cg91.fr, Code NUTS : FR104

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.essonne.fr>

Adresse du profil acheteur :

I.3) COMMUNICATION

L'accès aux documents du marché est restreint. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr/>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <https://marches.maximilien.fr/>

au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autre type : Aménagement et développement numérique

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Autre activité : Aménagement et développement numérique

I.6) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Section II : Objet

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : Délégation de service public relatif à l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le territoire du syndicat Essonne Numérique

Numéro de référence : 2016-SMOEN-002

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 64200000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Services

II.1.4) Description succincte : Délégation de service public de type affermage concessif passée en application de l'article L1411-1 et suivants du CGCT ayant pour objet l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le territoire de Essonne Numérique.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 320 000 000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 64200000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FR104|

Lieu principal d'exécution :

II.2.4) Description des prestations : Le réseau de communications électroniques Très Haut Débit permettra aux opérateurs usagers de proposer des offres au grand public, ainsi qu'aux entreprises et aux personnes publiques, en s'appuyant sur la technologie FttH. Le Déléataire assurera les missions suivantes : Prise en charge des ouvrages remis par Essonne Numérique ; Réalisation des Raccordements finals mis à sa charge ; Conception d'un Réseau de collecte ; Exploitation technique du Réseau objet de la présente délégation ; Commercialisation du Réseau auprès des opérateurs et utilisateurs de réseaux indépendants ; Promotion du Réseau auprès des utilisateurs ; Mise en oeuvre d'un fonds de soutien au développement des services et usages du numérique. Le délégataire aura la possibilité de proposer de fournir, installer et exploiter des équipements actifs de réseau pour offrir un service activé. Il sera responsable du fonctionnement général du service public qu'il exploitera à ses risques et périls.

II.2.5) Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : euros

II.2.7) Durée de la concession

Durée en mois : 180

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires : La délégation de service public concernée porte sur 124 communes (zone RIP), estimée à environ 116218 prises. D'autres prises pourraient être intégrées en fonction du respect des engagements privés sur les communes hors de la zone RIP et des adhésions effectivement enregistrées par le Syndicat Mixte Ouvert Essonne Numérique, et seront traitées sous forme d'avenant, pendant l'exécution du contrat.

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : Les candidats devront produire tous les documents permettant à l'autorité délégante de vérifier les conditions de participation relatives aux capacités et aux aptitudes des candidats nécessaires à la bonne exécution du contrat de concession conformément à l'article 21 du décret no 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession et tels que précisés au règlement de consultation des candidatures.

III.1.2) Capacité économique et financière

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les concessions réservées

III.2) Conditions liées à la concession

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions d'exécution de la concession : Le Délégué exploitera le réseau à ses frais, risques et périls dans le cadre de la DSP. La rémunération du Délégué sera constituée des recettes liées à la fourniture aux opérateurs et aux utilisateurs de services de communications électroniques pouvant être offerts à partir du réseau délégué. Ces recettes seront calculées sur la base des tarifs prévus par le contrat. Les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation sont réputées permettre au Délégué d'assurer son équilibre économique, sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel annexé à la convention. Afin d'assurer la bonne exécution des missions prévues par la convention de délégation de service public, il sera demandé au délégué de fournir à l'autorité délégante des garanties financières pouvant prendre la forme de garanties à première demande et provenant d'établissements bancaires de premier rang.

III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics :

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

20 janvier 2017 - 16:30

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) RENOUVELLEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Le règlement de consultation pour la phase candidatures peut être obtenu en libre accès sur la plateforme de dématérialisation du SMO Essonne Numérique à l'adresse suivante :

<http://www.maximilien.fr> Les plis peuvent être remis sous format papier ou format

électronique. Seuls les plis parvenus avant la date et l'heure limite seront admis. Les candidats sont informés que la procédure de délégation de service public lancée par le Syndicat Mixte est une procédure restreinte. Les seuls candidats admis à présenter une offre recevront un dossier de consultation qui comprendra notamment un règlement de la consultation et un cahier des charges définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations à exécuter par le futur délégataire. Aucun document n'est à retirer auprès du Syndicat Mixte dans le cadre du dépôt des candidatures

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Versailles, 56 avenue de St Cloud, 78011, Versailles, F, Téléphone : (+33) 01 39 20 54 00, Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr, Fax : (+33) 01 39 20 54 87

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : 1 - Recours en référé précontractuel pouvant être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (art L. 551-1 du code de justice administrative) ; 2 - Recours pour excès de pouvoir formé contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (art. R. 421-1 CJA) ou à partir d'une décision implicite de rejet (art. R.421-2 CJA) ; 3 - Recours de pleine juridiction formé contre la validité du contrat ou certaines de ses clauses et de ses actes détachables, dans le délai de 2 mois à compter de la parution de l'avis d'attribution, en application de l'arrêt du Conseil d'Etat, no 4 avril 2014, no 358994, Département de Tarn-et-Garonne ; 4 - Un recours en référé contractuel peut être exercé dans les conditions prévues à l'article L. 551-13 du code de justice administrative.

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Versailles, 56 avenue de St Cloud, 78011, Versailles, F, Téléphone : (+33) 01 39 20 54 00, Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr, Fax : (+33) 01 39 20 54 87

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

19 décembre 2016